

Aide au développement : la France verse des millions à la Chine, bientôt 1ère puissance mondiale

écrit par Jules Ferry | 13 novembre 2021





Le quartier central des affaires de Pékin.

L'aide française à la Chine n'a aujourd'hui plus lieu d'exister !

<https://twitter.com/ZemmourEric/status/1459127313090629633?s=20>

La France trop généreuse !

La Chine bénéficie toujours des subsides de l'aide française au développement, alors que le géant asiatique se rapproche du statut de première puissance économique mondiale !

En 2020, notre pays a versé la coquette somme de 140 millions d'euros à la Chine, au titre de l'aide publique au développement (APD). Ce chiffre, certes modeste au regard du montant global de l'assistance française aux pays en voie de développement (3,9 milliards d'euros en 2021, 4,9 milliards d'euros en 2022) place néanmoins le géant asiatique au neuvième rang du classement des principaux bénéficiaires des subsides tricolores, pouvant prendre la forme de dons ou de

prêts. **Dans le sillage des pays africains** (Sénégal, Somalie, Maroc, Côte d'Ivoire, Kenya), **et d'un trio composé de l'Inde, la Turquie et l'Île Maurice.**

Une totale incongruité.

Et pour cause, la situation de la Chine, “qui occupe la position particulière de récipiendaire et de donneur” d'aides publiques au développement (AFD), n'a pas grand-chose de commun avec les autres bénéficiaires de l'aide française.

Au regard de son PIB, le géant asiatique est tout proche du statut de première puissance économique mondiale, loin devant la France. Ce qui ne l'a pas empêché de recevoir 371 millions d'euros d'aide française au développement, sur la période 2018-2020.

Pourquoi la Chine a-t-elle droit à ces égards malgré sa position dominante dans les échanges internationaux ? Tout simplement parce que l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), qui regroupe 38 États membres – dont **la France – la considère toujours comme un pays en voie de développement**, en raison de son PIB par habitant. En 2020, il a atteint 9.608 dollars, selon les données du Fonds monétaire international (FMI), ce qui classe la nation asiatique au 72e rang mondial, loin derrière la France (21e) ou les États-Unis (9e). Cet indicateur, largement indexé sur le nombre d'habitants – le PIB par habitant est calculé en divisant le PIB global du pays par la population – est toutefois à prendre avec des pincettes puisqu'il défavorise naturellement la Chine et ses 1,4 milliard d'âmes.

[Capital](#)

La France se voit encore comme une grande puissance qui doit aider la Terre entière.

Le Covid a permis au pouvoir de faire oublier le **déclassement de la France**, un mal profond.



Rue de Paris, une retraitée regarde dans les poubelles

Les points forts du pays s'effilochent

Pour atténuer [les chocs économiques](#), les gouvernements ont essentiellement joué sur le volant des dépenses publiques avec à la clef un accroissement de la dette publique. Au fil des décennies, les points forts du pays s'effilochent : la sidérurgie, l'automobile, l'industrie du médicament et désormais l'aéronautique.

La faiblesse du secteur productif

La France se caractérise par le poids très faible du secteur technologique. Sa capitalisation boursière s'élève à 5 % de la capitalisation totale, contre près de 30 % aux États-Unis et 15 % en Allemagne. Le déclin de la France est avant tout la conséquence de la faible taille de son système productif. Le

taux d'emploi est inférieur de 10 points à celui de l'Allemagne, du Japon ou du Royaume (65 % contre plus de 75 %). La France se caractérise par un départ précoce à la retraite, autour de 62 ans quand, en moyenne, au sein de l'OCDE, ce dernier intervient vers 64 ans. Le nombre d'heures de travail par an figure parmi les plus faibles. Ce volume réduit d'heures travaillées n'est qu'en partie compensé par un niveau élevé de la productivité. Celle-ci ne progresse néanmoins plus depuis plusieurs années.

Les compétences insuffisantes de la population active

Parmi les grands pays, la France se classe dans les derniers pour l'enquête PIAAC (compétences des adultes), aux environs de la moyenne pour l'enquête PISA (compétences des jeunes), et en dernière position pour l'enquête TIMSS (niveau en mathématiques et sciences des enfants). Les compétences de la population active et des jeunes sont insuffisantes au regard du niveau de développement.

La faiblesse de l'effort de recherche

En baisse depuis 2007, les dépenses publiques de recherche et développement en France s'élevaient à 0,8 % du PIB en 2019, quand elles atteignaient 1 % en Allemagne et en Suède. Les dépenses privées en la matière étaient, toujours en 2019, inférieures à 1,5 % du PIB en France.

La question lancinante du financement des entreprises

La France souffre également d'une insuffisance du financement des entreprises nouvelles et technologiques comme c'est le cas dans un grand nombre d'États européens. Seuls le Royaume-Uni et les États d'Europe du Nord font figures d'exception en la matière, les États-Unis et la Chine étant loin devant. Le

renouvellement des entreprises est plus lent en France que dans les autres pays.

<https://lesfrancais.press/le-declassement-de-la-france-un-mal-profond/>